



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-33942>

Département(s) de publication : **08, 02, 10, 51, 52, 54, 55, 57, 59**

Annonce n° **26-33942**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de Charleville-Mézières

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : RESTRUCTURATION PARTIELLE DU LYCÉE SIMONE VEIL EN VUE DE L'IMPLANTATION DE LA CUISINE CENTRALE-.

**Description** : L'opération consiste en la restructuration partielle d'un bâtiment du lycée Simone Veil en vue de l'implantation de la cuisine centrale à Charleville-Mézières. Ce projet s'implante au cœur du site « cité scolaire » composé de nombreux bâtiments regroupant les usages suivants : gymnase, externat, cuisine et restauration, pôle administratif internat, CDI/foyer externat sciences. L'ensemble de la cité fait l'objet d'une restructuration. Le lycée ayant fermé ses portes en juin 2025. La future cuisine centrale concernera une partie de ce site et s'implantera en lieu et place de l'ancienne cuisine du lycée, du réfectoire et d'un bâtiment de bureaux. Ce projet a pour objectif de mettre les locaux aux normes pour leur nouvelle fonction et d'offrir un cadre de travail agréable et adapté pour les employés. Le bâtiment du lycée concerné par la présente mission sera inoccupé lors des travaux. En revanche les autres bâtiments du site « cité scolaire » pourront être occupés. Dans une logique de fonctionnalité de la future cuisine centrale, des petites extensions peuvent être envisagées, et quelques aménagements extérieurs seront à prévoir.

**Identifiant de la procédure** : 88c98cce-5acb-4c40-b8f6-5dfe3e70c108

**Identifiant interne** : 26S10

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71200000 Services d'architecture

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Code de la commande publique

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

**Sources des motifs d'exclusion :** Avis

Violation des obligations établies en vertu de motifs d'exclusion purement nationaux : L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 2 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur. L'acheteur exclut de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 225-102-4 du code de commerce qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance comportant les mesures prévues au même article L. 225-102-4, pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation. L'acheteur exclut de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 229-25 du code de l'environnement qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation. L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution. L'acheteur exclut les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens. L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence. L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre public.

## Section 5 - Lot

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0001

**Titre** : Lot unique

**Description** : Lot unique

**Identifiant interne** : 1

### 5.1.1 **Objet**

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 71200000 Services d'architecture

### 5.1.3 **Durée estimée**

**Durée** : 30 Mois

### 5.1.4 **Renouvellement**

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

### 5.1.6 **Informations générales**

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : non

### 5.1.9 **Critères de sélection**

**Sources des critères de sélection** : Avis

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Tout document justifiant de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles

### 5.1.10 **Critères d'attribution**

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Nom** : Qualité

**Description** : VALEUR TECHNIQUE

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère** :

**Type** : Prix

**Nom** : Prix

**Description** : PRIX DES PRESTATIONS

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Nom** : Qualité

**Description** : VOLET ENVIRONNEMENTAL : PERTINENCE DES METHODES DE TRAVAIL ET DES LIVRABLES

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=39691>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=39691>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 20/05/2026 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 4 Mois

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** : Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** : non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Service des Achats Responsables

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : Service des Achats Responsables

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : Service des Achats Responsables

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Commune de Charleville-Mézières

**Numéro d'enregistrement** : 21080096700015

**Adresse postale** : Mairie

**Ville** : CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

**Code postal** : 08000

**Subdivision pays (NUTS)** : Ardennes ( FRF21 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches-publics@mairie-charlevillemezieres.fr

**Téléphone** : 0324324323

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Numéro d'enregistrement** : FRF2351036

**Adresse postale** : 25, rue du Lycée

**Ville** : Châlons-en-Champagne

**Code postal** : 51036

**Subdivision pays (NUTS)** : Marne ( FRF23 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

**Téléphone** : 0326668687

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

**Numéro d'enregistrement** : FRF2351036

**Adresse postale** : 25, rue du Lycée

**Ville** : Châlons-en-Champagne

**Code postal** : 51036

**Subdivision pays (NUTS)** : Marne ( FRF23 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

**Téléphone** : 0326668687

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Service des Achats Responsables

**Numéro d'enregistrement** : FRF2108000

**Adresse postale** : Mairie

**Ville** : CHARLEVILLE-MéZIÈRES

**Code postal** : 08000

**Subdivision pays (NUTS)** : Ardennes ( FRF21 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches-publics@ardenne-metropole.fr

**Téléphone** : 0324324323

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

#### 8.1 ORG-0005

**Nom officiel** : Service des Achats Responsables

**Numéro d'enregistrement** : FRF2108000

**Adresse postale** : Mairie

**Ville** : CHARLEVILLE-MéZIÈRES

**Code postal** : 08000

**Subdivision pays (NUTS)** : Ardennes ( FRF21 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches-publics@ardenne-metropole.fr

**Téléphone** : 0324324323

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

8.1 ORG-0006

**Nom officiel :** Service des Achats Responsables

**Numéro d'enregistrement :** FRF2108000

**Adresse postale :** Mairie

**Ville :** CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

**Code postal :** 08000

**Subdivision pays (NUTS) :** Ardennes ( FRF21 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marches-publics@ardenne-metropole.fr

**Téléphone :** 0324324323

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 14a4b7d1-41c4-4feb-b107-a45b80638426 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 02/04/2026 à 11:08

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 02/04/2026